M. Blake proposa " qu'en autant que l'acte d'Union " n'autorise point le Parlement du Canada à les changer, en " assumant un tel pouvoir il mettrait en péril les intérêts " des Provinces et détruirait les fondements de la Cons- " titution." (Voir page 207). Cette motion fut rejetée par un vote de 57 contre 96.

No. 18.

12 juin 1869.—L'hon. M. Wood, lors du concours des résolutions du gouvernement, proposa en amendement : " Qu'il n'est pas expédient cependant de modifier en faveur " de la Nouvelle-Ecosse les arrangements financiers arrêtés " entre les Provinces et confirmés par l'acte d'union sans " en même temps établir des dispositions pour fixer d'une " manière juste à l'égard des Provinces de Québec et d'On- " tario le montant de la dette payable par ces Provinces et " pour augmenter les paiements qui doivent être faits aux " mêmes Provinces en vertu de l'acte d'union." Il n'était pourtant que juste de mettre les autres Provinces sur le même pied que la Nouvelle-Ecosse, et pourtant cette motion fut rejetée par 46 contre 88. (Voir page 202, Votes et Délibérations).

Par cet arrangement, la Nouvelle-Ecosse recevra pendant 10 ans \$522,034, et ensuite, à perpétuité, \$439,336, au lieu de \$264,685 qu'elle devrait recevoir; ainsi l'augmentation du subside de la Nouvelle-Ecosse résultant des résolutions du gouvernement est de \$82,698 par année pendant 10 ans, et ensuite, à perpétuité, de \$59,337 par année.

No. 19.—INDÉPENDANCE DU PARLEMENT.

17 juin 1869—Une somme de \$20,000, étant appropriée pour l'assimilation des lois des Provinces, et le Col. Gray, membre de la chambre devant agir sur cette commission, ce qui est contraire aux privilèges de la Chambre et à l'indépendance de ses membres, M. McKenzie proposa qu'aucune partie de cette somme ne fut payée à aucun membre de la Chambre, attendu que tel paiement serait une violation de l'esprit, sinon de la lettre de l'acte concernant l'indépendance du Parlement.

Cet amendement fut rejeté, 49 contre 79. (Voir page 234, Votes et Délibérations).